

RAPPORT N°206 DE SOS-TORTURE/BURUNDI PUBLIE LE 23 NOVEMBRE 2019

Ce rapport de SOS-Torture/Burundi couvre la période du 16 au 23 novembre 2019 concernant les cas de violations et atteintes aux droits de l'homme au Burundi.

Au moins dix (10) personnes ont été assassinées au cours de la période. Les victimes sont essentiellement des militaires dont les positions ont été attaquées par des hommes lourdement armés dans la commune Mabayi, province Cibitoke. Aucun groupe n'a revendiqué l'attaque.

Le rapport évoque également deux (2) cas d'arrestations arbitraires : un membre du parti d'opposition CNL et un réparateur de motos, tous de Gitega.

1. Atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique

- Un groupe lourdement armé a attaqué deux positions militaires constituant deux bataillons sur les collines Gafumbegeti et Gitukura, commune Mabayi, province Cibitoke (nord-ouest du pays) dans la nuit du 16 au 17 novembre 2019. Des témoins rapportent que le groupe armé a tué plusieurs militaires. Les autorités burundaises ont indiqué que 8 militaires ont été tués au cours de l'attaque et plusieurs dizaines d'autres sont portés disparus. Parmi les militaires tués figure le Major Révérien Ngomirakiza, commandant de la compagnie attaquée. Les militaires portés disparus au moment de l'attaque pourraient avoir péri selon plusieurs témoins.

Sos-Torture/Burundi note qu'aucun groupe armé n'a revendiqué cette attaque. Les habitants de Mabayi ont dû fuir de peur pour leur sécurité.

- Des individus armés ont attaqué des clients dans un bar situé dans la zone Ngagara, commune Ntakangwa (nord de la ville de Bujumbura) le 17 novembre 2019 dans la soirée. Deux (2) personnes ont été blessées et évacuées vers un hôpital pour recevoir des soins.

Sos-Torture/Burundi note que la police n'a appréhendé aucun suspect à ce jour. Il s'agit d'une deuxième attaque visant un bar de la ville de Bujumbura commise en l'espace de moins d'un mois.

- Un(des) individu(s) non identifié(s) a (ont) assassiné Sylvère Niyongendako (52 ans) sur la colline Biganda, commune et province Muramvya (centre du pays) le 19 novembre 2019. Des proches rapportent que la victime a été évacuée vers un hôpital mais n'a pas survécu.

Sos-Torture/Burundi note que la police de Muramvya a arrêté le fils de la victime, Dieudonné Kwizera, qui serait le principal suspect.

- Des individus ont assassiné Marius Bukuru à coups de machettes sur la colline Bugera, commune Ndava, province Mwaro (centre du pays) le 20 novembre 2019. Des témoins rapportent que la victime a été attrapée au cours d'une tentative de vol de vaches. Les habitants se sont fait justice en lui assenant plusieurs coups de machettes.

Sos-Torture/Burundi note que la police n'a interpellé aucun suspect à ce jour.

2. Atteintes au droit à la liberté et à la sécurité physique

- Des agents de la police ont arrêté Abdallah Hajayandi à son domicile au quartier Nyamugari, commune et province Gitega (centre du pays) le 14 novembre 2019. Des proches rapportent que les policiers ont fouillé son domicile sans rien trouver de suspect. M. Hajayandi a demandé à ces agents de leur montrer un mandat de perquisition et l'ont embarqué pour « diffamation ».

Sos-Torture/Burundi note une arrestation arbitraire et illégale. M. Hajayandi est en outre membre du parti d'opposition CNL (Congrès National pour la Liberté), ce qui laisse craindre que ce ne soit le véritable motif de sa détention.

- Des agents de la police ont arrêté Bernard Bishariza au centre de la commune Bugendana, province Gitega (centre du pays) le 17 novembre 2019. Des témoins rapportent que M. Bishariza, réparateur de motos, a été tabassé au moment de son interpellation.



Sos-Torture/Burundi a appris des proches qu'il lui serait reproché d'avoir séjourné plusieurs mois en République Démocratique du Congo (RDC). Ceci ne constitue cependant pas une infraction. M. Bishariza est victime de détention arbitraire.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat du Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre, la Mairie de Bujumbura.

SOS-T